



Une place à la table des négociations

Investir dans la participation
des enfants en tant que pierre
angulaire des droits de l'enfant
Sommaire exécutif



JOINING FORCES
For All Children

ChildFund
Alliance



2024 marque le 35^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), la convention la plus largement ratifiée au monde. Depuis son adoption, la façon dont les enfants sont perçus et reconnus a connu un changement fondamental - en tant que personnes ayant leurs propres droits, y compris, et c'est essentiel, les droits civils et politiques.

En 2024, plus de 4 milliards de personnes se rendront aux urnes.¹ Bien que dans la grande majorité des pays, aucun enfant n'ait le droit de voter, les résultats des élections ont des répercussions sur les enfants et leurs droits. Le droit international stipule que les enfants ont le droit d'être entendus et que les adultes ont le devoir d'écouter. Le droit d'être entendu est fondamental pour garantir l'ensemble des droits de l'enfant, y compris ses droits civils et politiques, et n'est pas moins important que le droit des adultes de s'exprimer librement sur les questions qui les concernent. Pourtant, dans un contexte de déclin des droits politiques et des libertés civiles, ces droits sont de plus en plus menacés.

Les enfants nous disent constamment – et nous montrent – qu'ils veulent participer et agir sur les questions qui les concernent. Partout dans le monde, les enfants contribuent à la résilience de leurs communautés, à l'amélioration de leur propre protection, au progrès social, inspirant changement politique et proposant des solutions innovantes.

La participation des enfants est un droit en soi, mais aussi un catalyseur pour la réalisation de leurs droits de manière plus large. Renforcer la voix des enfants peut accroître leur capacité à revendiquer d'autres droits, à condition qu'il existe un environnement favorable, dans lequel les décideurs adultes jouent un rôle clé en tant que public réceptif et influent.²

Alors qu'il ne reste que six ans pour réaliser les ambitions de l'Agenda 2030 pour le développement durable, il est urgent de se concentrer sur la participation des enfants et d'investir dans ce domaine. Cela permettra

non seulement de remédier à l'enlisement des progrès en matière de droits de l'enfant, mais promet également des avantages sociétaux plus importants. Des enfants responsabilisés et informés grandissent pour devenir des membres civiquement actifs et responsables de la société. Inversement, à une époque de baisse de la confiance dans les institutions publiques - en particulier parmi les jeunes³ – et où la cohésion sociale s'affaiblit, le fait de ne pas soutenir et encourager la participation des enfants risque de contribuer à la formation d'une génération d'adultes désintéressés de la citoyenneté active et de la vie civique.



L'état de la participation des enfants

Depuis l'adoption de la CIDE, il y a eu une compréhension croissante, ainsi qu'un engagement parmi les décideurs, en faveur de la participation civique des enfants. Il existe de nombreux exemples documentés, dans le monde entier, de la participation active aux campagnes, aux processus politiques et à la prise de décision à tous les niveaux.⁴

De nombreux pays ont élaboré des cadres juridiques, politiques et programmatiques, et des mécanismes ont été établis pour soutenir la participation des enfants à la prise de décision aux niveaux local, national, régional et mondial. Ces efforts n'ont toutefois pas garanti une mise en œuvre efficace et systématique de la participation des enfants. Même lorsque des politiques de participation des enfants sont en place, elles ne sont souvent pas soutenues par des investissements publics suffisants et durables dans les structures et les systèmes. Les progrès ne se traduisent pas par des opportunités significatives pour que tous les enfants soient entendus.

Cette note d'orientation politique vise à lever cet obstacle à la participation systématique, significative et équitable des enfants à la prise de décision publique. S'appuyant sur le rapport 2021 de Joining Forces intitulé [We're Talking, Are You Listening \(Nous parlons, écoutez-vous ?\)](#), cette note vise à faire la lumière sur la budgétisation publique de la participation des enfants. S'appuyant sur des consultations avec des enfants dans sept pays et sur une analyse juridique, politique et budgétaire de la participation des enfants dans trois de ces pays, elle présente des idées et des recommandations à l'intention des gouvernements sur la manière dont la participation des enfants peut être intégrée dans les structures et les systèmes et comment les engagements juridiques et politiques peuvent être traduits dans les budgets publics de manière à promouvoir une participation significative et éthique des enfants.

Joining Forces

En tant qu'alliance des six plus grandes Organisations non-gouvernementales internationales travaillant avec et pour les enfants afin de garantir leurs droits et de mettre fin à la violence à leur encontre, Joining Forces place les enfants au centre de nos actions, en aidant les enfants à faire entendre leur voix, à agir en tant qu'agents du changement et à nous demander, ainsi qu'aux responsables, de rendre des comptes, en veillant à ce que les expériences et les points de vue des enfants façonnent les solutions aux problèmes qu'ils rencontrent.

Les organisations axées sur les enfants ont joué un rôle essentiel dans la promotion de moyens pratiques permettant aux enfants de se faire entendre dans différents contextes, et en favorisant l'apprentissage sur la manière dont cela peut se faire de manière sûre et significative. Nous travaillons directement avec les enfants pour créer une vague de soutien à la participation des enfants aux niveaux local, national et régional, qui se reflétera dans les forums mondiaux et complétera les initiatives mondiales.



Guidées et inspirées par ce que les enfants nous ont dit, les membres de Joining Forces se mobilisent autour d'un appel à l'action pour exiger des investissements financiers plus importants et une volonté politique de la

part des gouvernements et de la communauté internationale dans son ensemble pour la participation systématique des enfants aux processus décisionnels. Plus précisément, nous demandons aux gouvernements de :

- **Renforcer les cadres juridiques et politiques garantissant le droit des enfants à être entendus ainsi que leurs droits civils et politiques, tels qu'ils sont consacrés par la CIDE**
- **Établir et institutionnaliser des structures et des mécanismes pour une participation significative et équitable des enfants**
- **Investir dans des mécanismes de participation des enfants, dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernement.**
- **Renforcer la capacité, la confiance et les connaissances des enfants pour participer à la prise de décision.**
- **Soutenir la capacité et la volonté des adultes de faciliter et de permettre une participation significative et éthique des enfants**

Notes de fin

¹ National Democratic Institute, Global Elections Calendar Elections Calendar | National Democratic Institute (ndi.org) (accessed 15th February 2024)

² L. Lundy, 'Voice' is not enough: conceptualising Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of the Child' (La 'voix' ne suffit pas : conceptualisation de l'article 12 de la CIDE, British Educational Research Journal, 33:6, 2007, 927-942.

³ R.S. Foa, A. Klassen, D. Wenger, A. Rand, A. et M. Slade. 'Youth and Satisfaction with Democracy: Reversing the Democratic Disconnect?' (Jeunesse et satisfaction à l'égard de la démocratie : inverser la fracture démocratique ?) 2020, Youth_and_Satisfaction_with_Democracy-lite.pdf (cam.ac.uk).

⁴ Par exemple: Joining Forces, 'Joining Forces for Africa Summary Report', 2023, Final-Evaluation-Summary-Report-October-2023-1.pdf (joining-forces.org); Joining Forces, 'Joining Forces for Africa Project Thematic Review: Joint national level advocacy to change or approve laws and policies', 2023 JOFA-Project-THEMATIC-REVIEW-Joint-national-level-advocacy-to-change-or-approve-laws-and-policies-1.pdf (joining-forces.org), European Commission, Study on child participation in EU political and democratic life, 2021, Microsoft Word - Child Participation Final Raport Revised 28.04.2021 FINAL.docx (europa.eu)



Save the Children

En 2017, les six plus grandes organisations axées sur l'enfance : ChildFund Alliance, Plan International, Save the Children International, SOS Villages d'Enfants International, Terre des Hommes International Federation et World Vision International ont uni leurs forces.

Notre objectif est d'utiliser notre pouvoir collectif pour accélérer le changement afin de garantir les droits des enfants et de mettre fin à la violence à leur rencontre.

Nous piloterons et mettrons à l'échelle des approches innovantes et efficaces dans le monde entier et nous nous laisserons guider par les voix et les besoins des enfants.

 **JOINING FORCES**
For All Children

